



À Chalons en Champagne, le 17/12/2020

Monsieur le Directeur,

Plusieurs agents de la DDFIP de la Marne et de la Cellule Informatique Départementale (CID) ont récemment contracté le virus COVID dans un même périmètre professionnel.

Ces contacts ont eu lieu soit lors du déménagement de la trésorerie de Vitry-Le-François sur le site du SIP-SIE (qui a nécessité en amont des déménagements du SIP-SIE) soit lors d'une réunion de travail entre agents dans le cadre du transfert de l'activité du SIP-SIE de Vitry-le-François vers le SIP et le SIE de Châlons-en-Champagne (transfert lié au NRP au 1^{er} janvier 2021).

Nous savons déjà que 5 collègues (de Vitry-le-François, du SIE de Châlons en Champagne et de la CID) ont été testés positifs à la COVID en espérant que d'autres résultats attendus ne seront pas aussi positifs.

Pourtant la CGT Finances Publiques de la Marne vous a alerté à plusieurs reprises sur les risques qu'encouraient les agents à maintenir mordicus des réformes destructrices (NRP), des déménagements et des regroupements de services en cette période de crise sanitaire, sociale et économique.

Lors du Comité Technique local (CTL) du 17 novembre 2020 qui entérinait le déménagement de la trésorerie de Vitry-le-François sur le site du SIP-SIE, la CGT Finances Publiques de la Marne avait indiqué qu'elle n'était pas opposée au principe du déménagement, dans un souci de bonne gestion des deniers publics, à condition que cela ne dégrade pas les conditions d'accès au service public et que cela améliore les conditions de travail des agents.

Au cas particulier, nous vous avons alerté sur le calendrier de mise en œuvre en période de crise sanitaire et de fin de gestion dans une année compliquée et nous avons donc émis un avis défavorable à ce déménagement.

Lors du CTL du 8 décembre 2020 dédié spécifiquement aux opérations de restructurations qui auront lieu en 2021 dans la MARNE dans le cadre du Nouveau Réseau de Proximité, la CGT a dénoncé dans sa déclaration liminaire de non-participation à cette instance :

- le fait que les déménagements et regroupements de services en cette période étaient un non-sens
- le fait que les réformes engagées à la DGFIP n'étaient pas à minima suspendues compte-tenu de la crise sanitaire, sociale et économique.

Et nous en avons conclu, Monsieur le Directeur, qu'il ne tenait qu'à vous de montrer que le bon sens et le souci des personnels devaient l'emporter et conduire à une suspension immédiate des réformes en cours pour se concentrer sur les priorités de sécurité sanitaire.

Vous avez répondu que, quel que soit le contexte sanitaire, ces opérations étaient nécessaires, urgentes et donc ne devaient pas être reportées.

Vous avez même précisé qu'un virus n'allait pas dicter l'agenda des opérations prévues par la direction et que celles-ci ne causaient aucun problème sanitaire.

Force est de constater que malheureusement nos craintes et nos doutes se sont avérés fondés.

Le déménagement de la trésorerie de Vitry-le-François a eu lieu les 8 et 9 décembre 2020 en présence de l'ensemble des agents y compris ceux habituellement en télétravail.

Étaient également présents lors de ces journées des agents du SIP-SIE, des agents de la CID, des agents techniques du service Budget Immobilier Logistique et des salariés d'une entreprise d'électricité qui intervenaient sur le site pour des réparations.

Et pour couronner le tout, l'accueil au public était maintenu le mardi matin.

Pourquoi avoir augmenté le nombre d'agents en télétravail depuis le début de la crise sanitaire et avoir mis en place des sens de circulation si ce n'est pour garantir la sécurité des agents et limiter les risques de contamination (en faisant en sorte que nous soyons moins nombreux dans les services et que les croisements de personnels soient réduits au maximum).

Alors, comment imaginer que des restructurations, des regroupements de services, des déménagements qui engendrent plus de personnels présents en même temps dans les mêmes locaux, de nombreux déplacements, des va-et-vient intempestifs, des déplacements de cartons, de bureaux, de meubles, de photocopieurs, des échanges de documents...etc n'augmentent pas les risques de contracter le virus COVID ?

Oui, Monsieur le directeur, les agents ont des questions et ont besoin de réponses.

La CGT attend qu'aucune mesure, tel que le jour de carence, ARTT/congés imposés ou ôtés, ne soit appliquée aux agents des services concernés comme aux autres collègues qui ont déjà été déclarés positifs ou qui pourraient l'être.

La CGT mettra en œuvre tous les moyens nécessaires pour que les causes de ces contaminations soient connues et surtout que cela ne se reproduise plus.

Par conséquent, Monsieur le Directeur, nous attirons une nouvelle fois votre attention et réitérons nos demandes de suspendre toutes vos réformes, tous vos projets de déménagements, de restructurations, de fusion de services.

Il n'est pas trop tard pour tout interrompre, il est encore temps d'agir.

La CGT Finances Publiques de la Marne exige :

- ✓ le retrait immédiat du Nouveau Réseau de Proximité et de sa déclinaison locale ;
- ✓ la consolidation et la réimplantation de services de la DGFIP de pleine compétence au plus près des citoyens ;
- ✓ la pérennité de l'exercice de toutes les missions à la DGFIP ;
- ✓ l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois ;
- ✓ des embauches statutaires et des moyens à la hauteur des besoins pour l'exercice de toutes les missions de la DGFIP.

Nous vous prions de croire, Monsieur le directeur, en l'expression de nos respectueuses salutations.